



Édito

Rwanda-France: peut-on seulement oublier?

Ce n'est pas ce qu'on pourrait appeler une amitié chaleureuse. Les 12 et 13 septembre 2011 a eu lieu une première historique : la première visite d'un président rwandais sur le sol français, alors que la France porte une responsabilité historique majeure dans les événements qui ont conduit au génocide d'avril à juin 1994. Paul Kagamé, chef de l'Etat rwandais depuis avril 2000, rencontra son homologue Nicolas Sarkozy pour déjeuner. Mais aucune conférence de presse, aucune apparition commune n'a été programmée. Seul un communiqué laconique de l'Elysée annonça que cette visite officielle constituait « une nouvelle étape dans le processus de rapprochement entre les deux pays ».

Au moment du génocide, en 1994, la France officielle avait pris fait et cause pour les tueurs. Ceux du « Hutu Power », mouvement raciste alors au pouvoir, qui ont exterminé 80 % de la minorité Tutsi vivant à l'époque au Rwanda. Le « Gouvernement intérimaire rwandais », GIR – la junte des tueurs, formée sous le contrôle du sinistre colonel Théoneste Bagosora, « cerveau » du génocide – fut formé le 09 avril 1994 dans les locaux de l'ambassade de France à Kigali. Pendant des années, la France officielle a choisi la négation du crime, sa banalisation, sa négation. Parlant, par exemple, de « deux génocides » (un contre les Tutsi, un autre commis par ceux-ci contre la majorité Hutu), qui feraient que les responsabilités se neutralisent.

Or, le nouveau président Nicolas Sarkozy comprit qu'une telle situation était dangereuse, à long terme, pour les intérêts français en Afrique. Telle une bombe à retardement, la vérité sur le rôle français au Rwanda risquait de ressurgir et d'éclater au grand jour, à un moment ou un autre. Animé par un pragmatisme stratégique sur ce point, Sarkozy décida de renouer avec le pouvoir rwandais actuel et rencontra son président Kagamé lors du sommet euro-africain de Lisbonne en décembre 2007. Puis Sarkozy se rendit lui-même au Rwanda en février 2010, n'y séjournant que pendant trois heures, mais évoquant quand même des « erreurs » et un « aveuglement » de la part de la France au moment du génocide.

C'est ainsi qu'en répondant à la visite de Sarkozy, Paul Kagamé vint en France, en ce mois de septembre 2011. Dans une interview parue dans « Libération » (15 septembre), il déclara qu'il s'était entretenu avec les officiels français « sur l'avenir » et qu'il ne fallait « pas se laisser piéger par le passé ». Autrement dit, toutes les questions portant sur la responsabilité historique de cette France-là avaient été laissées de côté. Ce qui intéressait le pouvoir rwandais actuel au moment de cette visite, c'était d'ailleurs surtout les questions économiques : le pays cherche à attirer des investissements, notamment dans le secteur énergétique.

A nous, internationalistes, progressistes et révolutionnaires en France, de nous saisir de la question des responsabilités des complices français du dernier génocide en date. Certains protagonistes de ce génocide ont été condamnés à Arusha (Tanzanie), siège du Tribunal pénale internationale pour le Rwanda, TPIR. Aucun politique ou militaire français n'a été inculpé ou condamné à ce jour. Pourtant, ceux qui – à Paris ou ailleurs en France - portent des responsabilités écrasantes, derrière cet assassinat systématique et planifié d'un million de personnes, ne doivent pas échapper à jamais à leur juste sanction.

Bertold du Ryon

S O M M A I R E

• En bref

France-Rawanda
Biens mal acquis
Cameroun
Libye

• Politique, économie et société

Cameroun: Biya dégage!
Mauritanie: Interview de Biram Ould Abeid
RDC: Crise post-électorale en vue

• Françafrique et néocolonialismes

Le PS français et l'Afrique

• Dossier Libye

Le sort des noirs subsahariens en Libye
Les complicités françaises en Libye

• Histoires-mémoires

L'affaire Maurice Audin
L'assassinat de Thomas Sankara

• Cultures

La trilogie de Jean Hatzfeld
Slim Mawana, la musique comme arme...
A lire : Kamerun!
A voir : Documentaire Kinshasa

FRANCE-RWANDA: Gé No Cède pas!



Le Génocide du Rawnda: un crime contre l'humanité

Comme dans la majorité des demandes d'extradition vers le Rwanda jusqu'ici refusées, est invoquée l'antériorité des crimes commis sur les lois permettant de juger des faits de génocide. A la satisfaction du représentant du ministère public, Jean-Charles Lecompte, qui estimait la demande d'extradition rwandaise « marquée par une certaine approximation, un flou artistique qui entoure la description des faits »!

BIENS MAL ACQUIS: Tel est pris qui croyait prendre

ROBERT BOURGI EN AFRIQUE !



Robert Bourgi, le singe porteur de malette

Alors que Robert Bourgi entendu ce matin par les juges dans le cadre de l'enquête sur les « Biens mal acquis », les associations TI France et SHERPA annoncent le dépôt d'une nouvelle plainte avec constitution de partie civile visant à contourner un énième blocage du parquet dans ce dossier

Cette plainte fait suite au refus du parquet d'accorder aux magistrats instructeurs un réquisitoire supplétif - acte pourtant nécessaire à l'instruction de faits nouveaux découverts en cours d'enquête.

CAMEROUN: Biya pas bon!

Encore une fois, le dictateur Biya organise une pseudo élection pour sa ré élection à l'élection présidentielle. 23 candidats sur 52 dit-on! Certains à sa botte. Le dictateur aguerris, qui n'hésite pas à accueillir les Le Pen au Cameroun compte bien rester au pouvoir pour servir les intérêts de la France surtout en matière d'immigration. Car M. Biya interdit non seulement aux

binationaux de voter mais aussi aux sans papiers Camerounais vivants en France. En matière de politique d'immigration, il pourrait certainement être le conseiller de Claude Guéant ou même le nouveau ministre de l'immigration de Sarkozy.



Chantal Biya, l'amie noire de Mme Le pen

Au fond, Paul Biya s'intéresse plus à baisser l'immigration des Camerounais en France qu'à s'occuper de l'amélioration des conditions de vie des Camerounais (e)s. Alors on le nomme meilleur Préfet de France!

LIBYE: LE Calvaire des réfugiés subsahariens



L'ONG Amnesty International alerte la communauté internationale sur le sort des réfugiés subsahariens qui ont fuit la Libye. Les Subsahariens ont été les premières victimes de la révolution libyenne et des forces du CNT (Conseil National de Transition) libyen. Khadafi ayant fait appel à des mercenaires originaires d'Afrique noire pour rétablir l'ordre dans le pays, le quotidien des Subsahariens, déjà difficile auparavant s'est empiré. Les noirs Africains en particulier étaient victimes d'exploitation et d'agressions racistes. Résultat, avec l'intensification du conflit, des centaines de milliers de personnes ont fuit la Libye pour la Tunisie notamment, pays voisin. Mais aussi l'Égypte ou le Soudan. La Tunisie, en pleine transition démocratique, n'a pas les moyens de les accueillir, d'autant qu'elle devait déjà faire face à l'afflux de réfugiés Libyens. Reste que si depuis, un certain nombre d'entre eux ont été renvoyés dans leur pays d'origine, les autres sont toujours dans des camps de réfugiés, sans-cesse déplacés. Au poste frontière de Saloum entre autre, entre l'Égypte et le Soudan, un millier de demandeurs d'asile et de réfugiés sont toujours bloqués.

Cameroun: mascarade et escroquerie électorales à grande échelle - Biya dégage maintenant!

Election présidentielle à un tour le 9 octobre 2011 au Cameroun. Sur 52 dossiers enregistrés à Elections Cameroon (ELECAM), la commission électorale nationale, un chiffre inédit par son ampleur depuis l'avènement du multipartisme au Cameroun en 1991, 23 candidatures ont été validées par la Cour suprême. Paul Biya, celui-là même dont l'élection en 1992 a procédé d'une véritable arnaque contre son principal adversaire (John Fru Ndi) et dont les réélections (dans des scrutins boycottés par l'opposition) en 1997 et en 2004 ont été plus que contestables, est candidat à sa propre succession. À 78 ans, cet autocrate en place depuis 29 ans – et qui est donc le plus ancien du pré-carré néocolonialiste français – brigue un nouveau mandat après avoir obtenu en 2008 par un vote favorable de une Assemblée nationale aux ordres une modification de la Constitution pour lui permettre une rééligibilité sans limite lui assurant l'immunité à vie.



Au service de l'impérialisme

Re-voici donc les Camerounais soumis à une nouvelle frasque de Biya transformant l'élection présidentielle en faire valoir de son régime aux abois qui ne permet pas qu'on remette en cause son autorité et réprime avec force toute velléité de contestation politique ou sociale, un pouvoir qui – pour consolider sa position – exacerbe les rivalités tribales et régionales pour apparaître comme le seul garant de la paix. La clef de ce forcing ? : La défense des intérêts impérialistes (dont français) au Cameroun et de ceux des clientèles locales ethniques et affairistes auxquelles il est lié. Entreprises étrangères comme camerounaises sont en grande attente d'une « amélioration du climat des affaires » : entendre « amélioration de leurs profits », « facilitation des pillages des ressources du pays et de l'exploitation des populations »... Héritier de ceux qui ont lutté militairement avec les colonisateurs français dans la guerre, entre 1955 et 1970, contre le mouvement d'indépendance nationale incarné, à l'époque, par l'UPC (Union des populations du Cameroun), une guerre qui fera des milliers de morts et où l'armée française n'hésitera pas à utiliser le napalm, Biya est aussi là pour tout cela... Et la dose et la marche doivent être forcées dans un contexte où les organisations populaires et les forces progressistes voudront être à la hauteur des enjeux.

Rappelons juste que, du 23 au 29 février 2008, le Cameroun a été le théâtre d'un mouvement social d'ampleur, à la fois « émeute de la faim » et soulèvement populaire à caractère politique : la conjonction de la provocation d'une hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires et de l'ignoble projet de modification constitutionnel pour prolonger son mandat au pouvoir. En grève contre la hausse du prix du carburant, la population a pris d'assaut les rues des principales villes des cinq provinces du Sud avec des revendications socio-économiques, civiques et politiques. Dans ce contexte, les forces de sécurité se sont livrées à une répression sanglante contre la population et ont commis de graves violations des droits de l'Homme, causant la

mort de quelques 140 personnes, le Rapport de l'Observatoire national des droits de l'Homme évoquant des exécutions sommaires de civils. Des milliers de personnes ont été arrêtées arbitrairement pendant et après ce mouvement social et traduites en justice. Aucune commission d'enquête n'a été constituée afin d'établir la vérité sur cette répression violente et disproportionnée.



Rappelons encore que, dans une période encore toute proche, le musèlement de la presse et les intimidations et persécutions contre les journalistes se sont multipliés. Des journalistes ont été arrêtés, inculpés de « faux et usages de faux » et écroués ; il y eut des décès de journalistes à la prison centrale Yaoundé, « après tortures et privation de soins » notaient plusieurs websites et journaux camerounais.

Jusqu'ici, l'opposition politique n'a pas pris la direction politique de ces mouvements sociaux et n'a pas réussi à les structurer et à les ancrer dans les quartiers populaires. L'enjeu est d'être capable d'offrir une alternative aux luttes populaires afin qu'elles ne soient pas dévoyées, par des fractions du clan Biya, vers des conflits ethniques. Ce défi peut être relevé, d'autant que dans les débats de l'opposition, des ailes de gauche se dessinent.

En tout cas, le contexte est aujourd'hui à une tension qui accélère la crise attisée par la modification constitutionnelle de 2008. Les conditions pouvant générer des contestations post-électorales potentiellement explosives car, au-delà de l'impréparation, de l'inexpérience et de l'incapacité d'ELECAM à organiser des élections apaisées et crédibles, il y a au moins :

- la réintroduction anticonstitutionnelle de l'administration dans le processus électoral,
- la violation flagrante par le pouvoir en place des lois et règlements qui régissent les élections et dont la plus récente est l'occupation illégale des panneaux publicitaires par le parti gouvernemental RDPC etc.

Intimidations et fraudes massives

Les irrégularités et dysfonctionnements dans l'organisation de cette présidentielle tels que les doublons et les absences dans les listes électorales, les retards dans le calendrier (au regard de la loi, ELECAM aurait dû afficher les listes électorales et distribuer les cartes 25 jours avant la date de tenue du scrutin soit exactement depuis le 14 septembre, or elle n'a commencé l'affichage que le 23 septembre, soit 16 jours seulement avant le vote) etc. sont de nature à hypothéquer gravement le bon déroulement de l'élection et la sincérité du scrutin... assez pour tronquer les résultats du vote et assurer odieusement une réélection de Paul Biya. Dans l'ordre de l'abominable, l'administration sert obséquieusement la campagne de Biya (des accompagnements logistiques « au nom de la continuité du service public », a assuré sans rire le premier ministre

Politique, économie et société

Philémon Yang) et, dans le même temps, un candidat a été interdit de campagne dans la localité de Mvomeka, village d'origine de Biya, sous prétexte que ce dernier y séjournait à ce moment-là et des militants d'opposition en campagne pour leur candidat ont été violemment interpellés par les gendarmes.



« Paul Biya must go », « No Paul Biya » « Carton rouge à Paul Biya » « Touche pas à ma constitution ! » furent quelques messages lancés par les manifestants dans les différentes villes affectées par la grève de février 2008. La célèbre chanson du parti au pouvoir « Paul Biya toujours chaud gars » s'est transformée en

« Paul Biya, maintenant va t'en ». Il est temps effectivement de leur faire partir pour de bon...

Le régime de Paul Biya (la « Popolie », comme on la caricature) et Biya lui-même doivent être tenus pour responsables de la situation chaotique vers laquelle le pays s'achemine de plus en plus. L'opposition et la société civile estiment que Biya a verrouillé le système électoral pour s'assurer une réélection sans difficultés. Biya espère, ni vu ni connu !, se faire réélire dans l'indifférence de la société internationale via la mascarade électorale qu'il a concoctée cette fois-ci après avoir réussi à exclure du jeu ses

concurrents potentiels dans son camp grâce à l'Opération anti-corruption Épervier... En France, il nous incombe de faire notre part de travail dans la solidarité avec le peuple camerounais et de dénoncer inconditionnellement le soutien du gouvernement français, depuis des décennies et jusqu'à maintenant, à Biya.

Pierre Sidy

Ouvrages conseillés :

- Thomas Deltombe, Manuel Domergues et Jacob Tatsitsa (2011) : *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1945-1975)*, La Découverte, 741 p..

- Jean Chatain, Augusta Epanya et Albert Moutoudou (2011) : *Kamerun, l'Indépendance piégée. De la lutte de libération à la lutte contre le néocolonialisme* (Préface d'Odile Tobner), L'Harmattan. 274 p.

- Fanny Pigeaud (2011) : *Au Cameroun de Paul Biya*, Karthala, 266 p.



Afriques en lutte c'est aussi un site mis à jour quotidiennement sur l'actualité sociale et politique du continent.

N'hésitez pas à le visiter régulièrement sur: www.afriquesenlutte.org

ABONNEZ-VOUS !

à *Tout est à nous* !

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour un journal militant comme le notre qui vit sans pub, sans subvention. TEAN , le journal et la revue du NPA.

Mauritanie: Interview de Biram Ould Dah ould Abeid

1. Haratine : La rapporteuse des nations-unies a constaté que, malgré la loi 2007 criminalisant l'esclavage, les pratiques esclavagistes n'ont pas disparu en Mauritanie. Qui est à l'origine de cette mission de l'ONU ? La rapporteuse et son équipe ont-elles bénéficié de la liberté nécessaire pour accomplir leur mission ?

BDA : L'origine de la mission de la rapporteur des Nations-Unies sur les formes contemporaines d'esclavage est l'action de lobbying inlassable de Sos.Esclaves et IRA-Mauritanie ainsi que d'autres organisations abolitionnistes comme l'Association des Haratines d'Europe et surtout l'appui d'organisations internationales de droits humains comme Anti-Slavery international entre autres.

Mais j'ai constaté que les milieux officiels en Mauritanie ainsi que de pseudo-journalistes inféodés au système esclavagiste mensonger ont voulu distiller dans l'opinion publique que la venue de cette mission fait suite à la demande du gouvernement mauritanien, ce qui est faux car la rapporteur elle-même a démenti cette information dans un point de presse. Le gouvernement n'a donné son accord à cette visite que moins d'une semaine avant son arrivée à Nouakchott. Donc, elle craignait beaucoup que sa visite ne soit annulée par un système habitué à narguer la communauté internationale.

La rapporteur n'a pas bénéficié de la totale liberté de mouvement parce que les autorités ont utilisé l'alibi sécuritaire pour empêcher la mission de découvrir beaucoup de sites autour des villes et dans le monde rural qui en disent long sur la condition de misère des populations serviles et sur la responsabilité des pouvoirs publics dans la persistance de l'esclavage et de ses dérivées qui sont non-moins graves et illicites.

2. Haratine : Vous venez d'effectuer une longue tournée en Europe sur le thème des droits de l'Homme. Votre message sur les conditions dramatiques que vivent les victimes de l'esclavage en Mauritanie a-t-il été entendu par vos collègues et le public européens ?

BDA : Nos collègues membres de la société civile, intellectuels, journalistes, syndicalistes ou élus commencent à mesurer à juste hauteur l'ampleur du forfait de l'esclavage et pratiques analogues qu'imposent la minorité arabo-berbère de Mauritanie à la majorité composée de Haratin (esclaves et anciens esclaves) et de Noirs dans le pays. Nos amis d'Occident, des diplomates et le personnel des organismes internationaux sont entrain de réaliser la duplicité du système esclavagiste et raciste de l'oligarchie arabo-berbère et cette phase de lucidité va les amener à comprendre qu'à l'instar de l'ex régime d'apartheid le système en vigueur en Mauritanie est un cancer dans le flanc de l'Afrique, un deuxième Prétoria en Afrique de l'Ouest.

3. Haratine : Selon les autorités mauritaniennes, il n'existe que des séquelles de l'esclavage dues à la pauvreté des Haratine. Pourquoi adoptent-elles cette attitude à l'égard des victimes ?

BDA : Cette attitude est une forme de négationnisme, et le négationnisme est propre aux bourreaux qui ne sont pas repentis. Les segments tribaux arabo-berbères dominants ont depuis des siècles fondé un mode de vie basé sur l'esclavage et pratiques similaires. La thèse des séquelles dans laquelle ils étaient confortés par le rapport de 1983 qu'un responsable onusien, de nationalité belge et du nom de Marc Bossuet a produit au cour d'une mission identique que celle de la rapporteur Gulnara Shahinian vient de voler en éclat. En effet, la rapporteuse

de l'ONU, à la fin de sa mission a livré des informations sur l'ampleur de l'esclavage en Mauritanie, lesquelles informations viennent démentir le rapport de Bossuet de 1983.

La thèse des séquelles facilite aux groupes dominants esclavagistes qui détiennent les leviers de commande dans le pays de se dédouaner de leur forfait continu, de poursuivre l'arnaque des bailleurs de fonds internationaux et le détournement de l'argent de la lutte contre la pauvreté à son propre compte.

4. Haratine : Comment peut-on lutter contre la pauvreté des Haratine (thèse de l'Etat et des esclavagistes maures) alors que la Charia et la tradition instaurent un système d'exploitation des victimes de l'esclavage ? Ce système est basé sur la Zakat(dîme religieuse), la saddagha(l'aumône), la hëdiya(le don inventé par les marabouts), l'achat de la liberté... au bénéfice des Maures.

BDA : L'esclavage se pérennise tant que le système de compartimentalisation sociale, pyramidal, hiérarchique, endogame et farouchement discriminatoire, fondé sur une légitimation multiséculaire, idéologique et religieuse de l'esclavage, du travail esclavagiste, de la séparation des familles, du travail des enfants et de la captation d'héritage..etc durera. Ce système social repose sur l'exclusion des esclaves et anciens esclaves, leur privation effective de l'éducation et de la formation professionnelle, leur exclusion économique et de la propriété foncière, leur expropriation systématique des terres viables et cultivables au profit des féodalités tribales et théocratiques, des milieux de l'agro-business et de la hiérarchie militaire ethniciste arabo-berbère...etc. Tant que ce système de captation du labour des Haratin, des richesses nationales, de l'aide au développement et de l'argent de la lutte contre la pauvreté par une oligarchie ethnique et de classe n'a pas été déconstruit par une action vigoureuse émanant de la base et capable de s'installer au sommet du pouvoir et de l'exercer assez durablement, rien ne pourra changer la donne de la pauvreté et de la paupérisation des larges franges serviles de la population mauritanienne.

5. Haratine: On l'avait surnommé le candidat des pauvres. Maintenant, on l'appelle « président » des pauvres dont la majorité est haratine. Cette appellation est-elle méritée ?

BDA : De mon point de vue, c'est un président comme tous les autres qui l'ont précédé à la tête de l'Etat mauritanien depuis que les Français ont légué le pouvoir aux arabo-berbères au détriment des autres composantes nationales du pays ; c'est un président des Maures qui met tout en œuvre pour maintenir et renforcer les fondements et l'ossature de l'Etat ethnique, esclavagiste et négrophobe que les arabo-berbères se sont taillés par le fer, le sang et l'humiliation d'êtres humains au cœur du continent noir.

6. Haratine: Dans sa campagne présidentielle, le candidat Ould Abdel Aziz avait ignoré la question de l'esclavage et les moyens pour combattre ce fléau. Que vous inspire cette attitude ?

BDA : C'est une démarche strictement conforme à la position ethnique et de classe à laquelle ne dérogent que certaines personnes rares et mises au banc de la collectivité-communauté dominante ; tous les régimes qui se sont succédés en Mauritanie, y compris le régime de l'intermédiaire « démocratique » de Sidi

Mohamed ould Cheikh Abdallahi, ont d'une manière ou d'une autre une démarche qui vise essentiellement le camouflage de ce cancer dont souffre l'Etat, qui gangrène les relations inter et intracommunautaires et qui prolonge le martyr de la composante Haratin. Ceci dans le but de maintenir et d'assurer un bien-être et un mode de vie au profit de la communauté dominante ainsi que des privilèges illicites du point de vue de tous les droits.

Cette attitude, hélas, dénote du mépris souverain que ces dirigeants et leurs groupes réservent à leurs concitoyens implorés par la dureté de ce phénomène et des multiples discriminations qui se trouvent être ses séquelles.

7. Haratine: Vous êtes un militant abolitionniste engagé. Comment voyez-vous l'avenir de ce noble combat ?

BDA: L'avenir de ce combat n'est pas parsemé de roses ; c'est un combat qui devient de plus en plus difficile dans une ambiance où le politiquement correct amène les plus grands militants à se faire une image de « fréquentables » au prix de positions tactiques ou stratégiques dont le maintien, advenue que pourra, est nuisible à l'avancée de la cause des humbles et au triomphe

de la justice.

8. Haratine: Donnez-nous votre opinion sur les activités que mènent l'Association des Haratine de Mauritanie en Europe (A.H.M.E) et de son Site : <http://www.haratine.com/> et ce, huit ans après sa création, le 13 Juillet 2001?

BDA: L'Association des Haratines de Mauritanie en Europe relaie honorablement à l'étranger le combat que nous menons à partir de l'intérieur, nous nous complétons parfaitement et l'apport de cette association est indispensable au mouvement abolitionniste. Le site quand à lui, il abrite un travail d'information, de documentation et de coordination colossal et extrêmement utile pour l'avenir du pays tout entier.

9. Haratine: Votre dernier mot à nos lecteurs ?

BDA: La lutte continue.

Crise postélectorale en vue en RDC

Élections présidentielles et législatives, les premiers scrutins d'une série (provinciales, sénatoriales, locales...) qui doit se terminer à l'été 2013, le 28 novembre prochain en République démocratique du Congo (RDC). En ce pays aux dimensions d'un continent, près de 32 millions d'électeurs attendus pour ces deux scrutins où sont prévus quelques 62 000 bureaux de vote. Pour les législatives, le même jour, 500 sièges vont être disputés par quelques 19 000 candidats. Casse-tête logistique : selon la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, les urnes viendraient d'Allemagne, les isolements du Liban, les kits électoraux de Chine, les bulletins de vote d'Afrique du Sud etc.



Listes manipulées

L'inscription des électeurs pour la présidentielle réserve quelques surprises. En cinq ans, le nombre d'inscrits sur les listes électorales est passé de 25,7 millions à 32 millions, soit une hausse de 25% supérieure à la croissance démographique. Plus surprenant, ce sont essentiellement les provinces réputées favorables au président sortant, Joseph Kabila, qui connaissent les plus fortes augmentations : Nord-Kivu (+ 22%), Sud-Kivu (+ 21,5%, Maniema (+ 39%), Katanga (+ 31,5%), Province-Orientale (+19,5%). La province de Kinshasa, considérée comme hostile, est en progression de 11 % seulement.

À la dernière présidentielle de 2006, les Congolais avaient à choisir au premier tour entre 33 candidats dont les programmes étaient mal connus mais qui pouvaient, chacune et chacun, se réclamer d'un « fief » correspondant à son lieu d'origine, la compétition se réduisant à une course pour la délimitation des espaces au lieu d'un combat d'idées. Cette fois-ci, seuls 11 candidats à la présidentielle, tous des hommes, ont finalement été validés par la CENI. 10 challengers pour Joseph Kabila, président de la RDC depuis 2001, qui se présente en tant qu'indépendant à cette présidentielle pour un deuxième mandat. Sur la route de Kabila, représentant unique de la majorité présidentielle, se trouvent trois « poids lourds » de l'opposition : le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Étienne Tshisekedi (78 ans), qui avait boycotté les élections de 2006, Vital Kamerhe (51 ans), ex-président de l'Assemblée nationale passé dans l'opposition en 2010 et fondateur de l'Union pour la nation congolaise (UNC) et l'ancien mobutiste Léon Kengo wa Dondo (76 ans), actuel président du Sénat. Puis viennent quelques outsiders, récidivistes de la présidentielle. Le Mouvement de Libération du Congo (MLC), dont le leader Jean-Pierre Bemba, battu au second tour de 2006 par Joseph Kabila, est détenu et jugé à la Cour pénale internationale (CPI), ne présente pas de candidat. La CENI a invité les 11 prétendants à s'associer aux autres acteurs politiques pour procéder dans les meilleurs délais à la signature d'un code de bonne conduite, un engagement solennel à contribuer à

l'organisation des élections libres, transparentes, démocratiques et apaisées. Les principaux partis de la majorité et de l'opposition l'ont signé début septembre, sauf l'UDPS de Tshisekedi qui réclamait alors un audit du fichier électoral.

Le scénario de 2011 est, en fait, plus compliqué avec la révision précipitée de la Constitution par une Assemblée nationale tout acquise à Kabila. Selon les nouvelles dispositions, l'élection présidentielle se fera désormais à un seul tour : peu importera le score du vainqueur. Malgré le tollé suscité par ce tripatouillage constitutionnel dans l'opposition et au sein de la société civile, rien n'y a fait. L'irruption dans l'arène de deux opposants, dont l'éventuelle alliance au second tour aurait pu inquiéter le président en exercice, a certainement joué pour beaucoup dans cette révision : d'un côté, Étienne Tshisekedi qui concourt cette année après avoir boycotté le scrutin de 2006 ; de l'autre, le bouillant Vital Kamerhe (51 ans), ancien secrétaire général du parti présidentiel et ancien président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui à la tête d'un parti d'opposition, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) et de la coalition Alternance et qui chasse les voix sur les mêmes terres des Kivu où Joseph Kabila, dont il a été le principal propagandiste, avait été plébiscité en 2006. Mais, au final, l'opposition part diminuée après avoir couru sans succès derrière un consensus introuvable.

Un désastre social

La RD Congo dispose de ressources humaines, agricoles, culturelles et hydro-minières extraordinaires. Mais pour diverses raisons historiques, politiques et de gestion économique, il se trouve être actuellement un pays misérable. Joseph Kabila met évidemment en avant ses « réussites » dans sa campagne : un taux de croissance économique entre 5 et 10 % depuis 2008, une dette extérieure presque effacée avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, un taux d'inflation relativement faible (moins de 15% par an depuis 2008) ; son bilan social est désastreux : un taux de chômage record de plus de 90%, un taux de scolarisation de moins de 50% pour les enfants en âge d'étudier avec une forte apparition du phénomène « enfants de rue », une absence totale de système de santé pour la population, une absence criante d'un système efficace de transport public dans toutes les agglomérations etc.



Pendant le premier mandat électif de Kabila, la liberté d'expression a été mise à mal à plusieurs occasions. Particulièrement, dans la présente campagne, des journalistes ont reçu par courriel des menaces de mort après avoir été accusés par le pouvoir de prendre parti pour l'opposition. Quatre journalistes de la radio

onusienne Okapi ont été pris à partie par la police et passé à tabac en marge d'une manifestation de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), à Kinshasa. Un cameraman à la Radio télévision du Groupe L'Avenir, a été agressé lors d'un meeting du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), parti au pouvoir, au Stade des Martyrs à Kinshasa : il lui avait été reproché d'avoir filmé des gradins vides !

Dans beaucoup de maltraitance à journalistes, les agresseurs ne se cachent pas d'être membres du PPRD. Un député, étoile montante de la Majorité présidentielle, a violemment menacé et insulté une journaliste qu'il a soupçonnée à tort de lui avoir rattaché au nez. N'oublions pas que, en cinq ans, neuf journalistes ont été tués en RDC. L'ensemble des représentants de la société civile et des organisations internationales s'inquiètent de ce climat où la liberté de la presse n'est pas respectée.

Kabila n'a pas beaucoup avancé dans la sécurisation des populations. Dans les villes, l'insécurité bat son plein sur fond de misère mais, souvent, aussi par le fait de gang mafieux. Dans les campagnes, des pans de la population sont rackettés dans leurs activités productives (agriculture, pêche, navigation fluviale etc.). Dans le Nord Kivu, des villages entiers se vident de leurs habitants suite à préavis d'attaque par les rebelles ougandais de l'ADF-NALU. Dans bien d'endroits des coupeurs de routes se livrent à toutes sortes d'exactions.

Enlèvement dans l'Est

En fait, des groupes armés sont responsables de terribles atrocités dans l'Est du Congo, notamment de violences généralisées et systématiques. Certains sont assimilés aux FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, une milice formée d'extrémistes hutus qui ont fui le Rwanda après le génocide de 1994, ainsi que de membres hutus de l'ancienne armée rwandaise et d'autres Hutus rwandais déplacés), mais sous ce label opèrent aussi des éléments de l'armée régulière – très mal payés – et des jeunes désœuvrés locaux en quête des moyens de subsistance. Des zones entières au Kivu, et en province Orientale notamment, se trouvent sous la coupe de rebelles étrangers et échappent pratiquement à tout contrôle gouvernemental. En fait, les factions armées continuent de déstabiliser le pays et le conflit qui a déplacé des centaines de milliers de civils n'en finit pas...

Rappelons que, en janvier 2008, 22 groupes armés des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont signé un accord de paix à Goma : celui-ci comprenait un cessez-le-feu immédiat, l'intégration des groupes armés dans les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et l'arrêt du soutien gouvernemental aux milices militaires. Cet accord faisait suite à un accord de 2007 entre le Rwanda et la RDC, destiné à démobiliser les milices hutues qui terrorisaient la population civile. Mais, actuellement, le nombre de citoyens déplacés dans les deux Kivu reste très inquiétant. Selon le Bureau de la Coordination Humanitaire des Nations Unies (OCHA), plus de 1,7 million de civils avaient été déplacés à la date du 31 mars 2011, suite aux attaques et aux affrontements armés. Le Fonds des Nations Unies pour la population estime que, chaque semaine, 60 femmes sont victimes de violences sexuelles. D'autres incidents au cours desquels les groupes armés congolais et étrangers collectent des taxes illégales, mettent à sac, brûlent des villages et commettent toutes sortes d'atrocités, ne sont même pas comptés. Pourtant, depuis le 1^{er} juillet 2010, la nouvelle Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (la MONUSCO) a deux priorités, qui sont énoncées dans la résolution 1925 du Conseil de sécurité : la « protection des civils » et la « stabilisation et le renforcement de la paix » en RDC.

L'intégration dans l'armée congolaise de groupes rebelles armés comme le CNDP (Congrès national pour la défense du peuple) n'est pas sans poser de problèmes au pouvoir congolais : certains chefs « intégrés » dans les FARDC voire dans le gouvernement sont impliqués pour crimes de guerre par la CPI, d'autres poursuivent sans vergogne leur commerce de minéraux dans l'Est

du pays. En dépit des Opérations Amani ya Kweli (« Paix durable ») I et II contre elles, les FDLR poursuivent leurs exactions dans la province du Sud-Kivu. Sur le terrain, les alliances complexes entre les FDLR (dont des franges résiduelles refusent résolument de retourner au Rwanda par crainte de représailles liées au génocide), divers groupes Mai-Mai et les Tutsis au Burundi sont un vrai casse-tête pour campagne électorale de Kabila dans l'Est de la RDC.

Le désastre social et l'insécurité accrue devraient sanctionner Joseph Kabila et son régime mais son opposition reste très loin des préoccupations des populations congolaises et n'arrivera visiblement pas à s'unir. D'autre part, les deux Kivu vont sans aucun doute constituer aussi un problème électoral.

Malgré tout, des mouvements sociaux alternatifs à un monde de brutes !

Alors, justement, en contre-pied des « politocalleries », comme ils disent, des citoyens veulent « créer politiquement au Nord-Kivu », « initier des lieux de rencontre, de concertation et d'échange » sur les questions que pose le vivre-ensemble au quotidien... Construire et faire fonctionner des « Parlements des Populations »... Ainsi, « dans leur approche critique des élus de 2006, les parlementaires du Quartier Furu pointent du doigt un élément important jouant en défaveur de la légitimation populaire du pouvoir des élus de 2006 : leur appui aux multinationales ; ces entreprises privées qui n'ont aucun compte à rendre à nos populations ». « En effet, à partir du moment où les acteurs politiques se transforment en « petites mains » du capital, la légitimité issue des urnes peut jouer le rôle de leur cooptation aux dépens du peuple. » « Supposons qu'au lieu d'hypothéquer notre souveraineté en faisant le tour du monde pour aller mendier de l'argent à mettre dans les élections-marketing, nous demandions aux Parlementaires de Butembo d'aller en mission politique à travers tout le pays pour susciter des Parlements (maîtrisant tant soit peu les questions locales) qui désigneraient leurs représentants à envoyer à l'Hémicycle National et Provincial ; et que ces représentants à les Hémicycles Provinciaux désignent parmi eux les gouverneurs et que ceux de l'Hémicycle National choisissent parmi eux le Président de la République comme un primus inter pares ; la chose prendrait beaucoup de temps, mais nous aurions gagné dans l'implication des différentes couches de nos populations dans le processus de désignation de leurs représentants, dans l'usage de nos propres moyens matériels et intellectuels, etc. » (Abbé Jean-Pierre Mbelu : *La RD Congo en quête de modèle. Essai sur les Parlements des Populations de la ville de Butembo*)

Pierre Sidy



PS: le bonheur est toujours dans le Pré...carré (africain)

Pour comprendre la politique du Parti socialiste français vis-à-vis des anciennes colonies, il faut remonter loin dans le temps, au début du XX^e siècle, précisément en Août 1914.

A cette époque la concurrence inter-impérialiste ne cesse de s'accroître allant jusqu'à des conflits armés en Afrique. La puissance industrielle de l'Allemagne exige un contrôle des matières premières et des débouchés



Le partage de l'Afrique

Cette tension entre les possédants des pays capitalistes s'exacerbe au point que la guerre éclate. Jaurès qui déclarait que : « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* » est assassiné. Ce qui paraissait improbable, quelques jours auparavant, se réalise : les partis socialistes des pays impliqués se rangent, chacun, derrière leur bourgeoisie et votent les crédits de guerre. La ligne de partage de classe est abandonnée au profit d'une ligne d'union nationale. Par ce vote les partis socialistes vont envoyer les travailleurs et leurs adhérents tirer sur d'autres travailleurs, d'autres socialistes ! Ce carnage, de neuf millions de morts et vingt millions de blessés, se fit au nom de la Patrie. Comme disait Anatole France : « *On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels* ».

Le PS abandonne l'internationalisme au profit d'un nationalisme qui milite pour la puissance de la France. A l'époque de l'impérialisme cela équivaudra à défendre une politique colonialiste.

Mitterrand précurseur de la Françafrique



Papa Mitterrand et ses fistons

C'est ainsi qu'on vit les débuts politiques d'un certain François Mitterrand manifester en janvier 1936, contre Gaston Jèze, défenseur de la cause Ethiopienne, qui acceptait d'être au côté du Négus face à l'agression de Mussolini contre ce pays. Il sera surtout une pièce maîtresse dans la politique colonialiste de la

France lors de son passage au Ministère de l'Outre-Mer en 1950, en manœuvrant afin que le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) accepte le projet néocolonial de la France. En ce sens Mitterrand a posé la première pierre de la Françafrique.

Plus récemment l'espoir d'un changement politique vis-à-vis de l'Afrique, lors de l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF en 1981, s'envolera aussi brutalement que la démission de JP Cot, Ministre de la Coopération, qui avait eu la naïveté de croire à de nouvelles relations entre la France et l'Afrique.

Restant fidèle à la logique de la 5^e République, Mitterrand gardera la mainmise sur les affaires africaines. Il ne détruira pas les réseaux Françafricains de la droite, mais se contentera d'y ajouter le sien. De ce point de vue le témoignage de Loïk Le Floch-Prigent est éclairant quand il rapporte la demande de Mitterrand pour un financement des socialistes sans pour autant arrêter celui de la droite[1]. C'est ensuite une longue descente aux enfers du PS entre le détournement d'argent, dans l'affaire du Carrefour du Développement à l'Angolagate, où Jean Christophe Mitterrand, ancien Monsieur Afrique de son père, sera impliqué dans le trafic d'armes avec les réseaux de Pasqua.

PS et l'Afrique : parole...parole...toujours des paroles[2]

De forts soupçons continuent de peser sur le financement du PS par la filière africaine. Aziz Miled, ancien Ministre de Ben Ali (bien connu pour avoir prêté son avion personnel à Mme Alliot Marie) a financé un Think Tank : l'IPEM, fondé par Mme Guigou et son mari.[3]

Fabius quant à lui, a bénéficié pour sa tournée africaine des services d'un businessman béninois, fondateur d'un Think tank aux orientations très libérales.

Wikileaks a révélé qu'Omar Bongo avait financé la campagne de l'UMP et celle du PS par le biais de détournements de fonds de la BEAC (Banque des Etats d'Afrique centrale). Si le PS, comme l'UMP, ont nié, certains comme le député André Vallini ont été plus prudents : « *Nous savons tous précisément qu'Omar Bongo a financé de nombreuses campagnes électorales à droite, mais aussi à gauche parfois, peut-être* ». On l'a entendu dire. « *Je crains hélas que cela soit un peu vrai, y compris concernant la gauche* »[4]

Pour se justifier, les dirigeants socialistes brandissent le discours de la Baule, comme les sarkosystes brandissent celui de Cotonou où il était question de rupture avec la Françafrique.

Le responsable Afrique du PS n'hésite pas à écrire : « *Le discours de la Baule, quoique tardif, fut donc néanmoins symbolique d'un basculement théorique, l'autocratie étant clairement rejetée et l'ouverture politique saluée avec la promesse d'une aide « tiède » pour les pays adeptes de la première et d'une coopération plus « enthousiaste » avec ceux mettant en œuvre la seconde.* »[5]

On cherche encore le « basculement théorique » dans le soutien de Mitterrand aux pires extrémistes Hutu du Rwanda qui conduira la France à être complice du dernier génocide du 20^e siècle.

Le discours de la Baule était, avant tout, une réponse aux luttes pour les libertés démocratiques qui se déroulaient sur le continent africain et qui faisaient écho à la chute du mur de Berlin, comme au Gabon, en Côte d'Ivoire, à Madagascar ou en Afrique australe où l'apartheid vacillait après la chute du mur de Berlin.

Françafrique-Néocolonialisme

Les propositions du PS sont bien loin de répondre aux attentes des peuples africains. Le PS parle bien de fermer les bases de l'armée française en Afrique...tout en maintenant les dispositifs pour sauver les ressortissants français, mais surtout, il est loin de condamner les interventions militaires, notamment en Côte d'Ivoire ou en Libye. L'idée porte plus sur le remplacement des interventions de la France par celles de l'Union Européenne. L'impérialisme ne serait plus tricolore, mais étoilé ; voilà un progrès tout à fait remarquable !



leurs dirigeants », ajoutant qu'il serait vigilant concernant le respect de la démocratie ; dans ce cadre, ce que propose le PS est tout simplement que l'UE aide aux processus électoraux des pays africains. On a vu avec quels résultats au Togo où l'UE a avalisé les fraudes électorales sous l'injonction du grand démocrate européen, Louis Michel.

Au sujet de la domination économique de la France vis-à-vis des pays africains, même la position de Montebourg, pourtant la plus à gauche sur l'échiquier des primaires du PS, se refuse à rompre avec la logique de la division internationale du travail : « Je suis favorable à ce que, dans une nouvelle approche des relations Europe-Afrique, on retrouve l'esprit des accords de Lomé dans lesquels, au nom du développement et de la coopération, la production des pays africains bénéficiait d'accords préférentiels [7] ». Certes les accords de Lomé sont mieux que les Accords de Partenariat Economique mis en place par l'OMC (dirigé par le socialiste Lamy) qui étouffe l'activité économique des pays Africain. Cependant ces accords de Lomé ne font que renforcer la dépendance des pays africains aux pays riches en les confinant dans leur rôle d'exportateur de matières premières, même si ces dernières peuvent être payées un peu plus chères que sur le marché mondial.

C'est ce système qu'il faut briser. Pour cela le courage politique, contre les diktats des industriels et des financiers, est indispensable et c'est précisément ce qui manque dans la politique intérieure, ou extérieure, du PS

De son côté, François Hollande déclarait, dans une interview à Jeune Afrique[6] : « que les dirigeants n'ont rien à craindre de lui » « Nous ne cherchons pas à déstabiliser des pays africains et

Paul Martial

[1] Documentaire Françafrique, 50 années sous le sceau du secret. Produit par la compagnie des phares et balises

[2] Un beau résumé d'une supportrice socialiste ... Dalida !

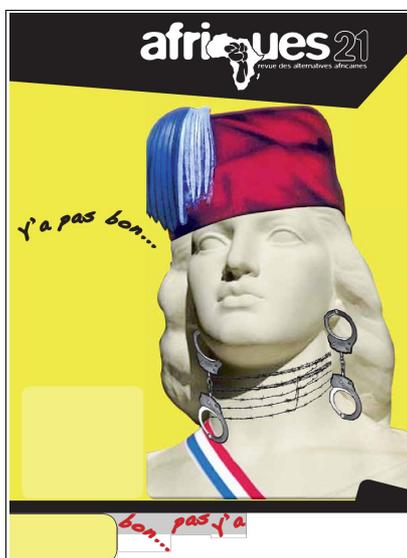
[3] Voir le canard Enchaîné du 16 février 2011

[4] <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/12/30>

[5] Quelle politique africaine pour la France en 2012 ? de Thomas Mélonio édition Jean Jaurès Fondation

[6] Jeune Afrique n° 2639 du 7 au 13 août

[7] <http://www.arnaudmontebourg.fr/la-france-doit-solder-son-passe-en-algerie/#more-657>



Lisez AFRIQUES 21

Lisez Afriques 21, revue des alternatives africaines
www.afriques21.org

Le sort des noirs subsahariens en Libye

Sayouba Savadogo, universitaire originaire du Burkina Faso qui s'intéresse aux liens entre l'arabité et l'africanité évoquait le 14 septembre 2011 sur Radio Canada International (dans l'émission Tam Tam) le sort des noirs en Libye et pas seulement depuis la chute de Mouammar Kadhafi. Le racisme à l'égard des noirs est très important dans les pays arabes et on n'en parle que très peu d'après l'universitaire, c'est un sujet tabou depuis toujours. La Libye n'échappe pas à cet état de fait car bien que Kadhafi ne cesse de revendiquer son africanité, sa relation avec les noirs d'Afrique est ambiguë. En effet, parlant des immigrés africains en route vers l'Europe, Kadhafi déclarait avant sa chute « *nous ne savons pas si l'Europe restera un peuple uni ou sera détruit comme cela s'est fait avec les invasions barbares* ».



Kadhafi revendique son africanité mais....

Il ne faut pas oublier en effet qu'il y a beaucoup de noirs non originaires d'Afrique subsaharienne dans les pays du Maghreb et ces derniers se considèrent comme arabes mais il est rare de voir des noirs dans les instances dirigeantes des pays arabes, y compris dans leurs représentations diplomatiques à l'étranger. Voici un extrait d'un texte de 1988 de Louis Blin intitulé « Les noirs dans l'Algérie contemporaine » : « *Les Noirs ayant séjourné dans des pays arabes ont souvent de tristes souvenirs à raconter... On peut citer quelques faits parmi d'autres : à Oran ou à Tlemcen, des familles de vieille souche bourgeoise ont encore leur famille de domestiques noirs attirée ; dans les films algériens tournés au Sahara, tels que ceux de Mohammed Lakhdar Hamina, aucun Noir n'apparaît, ce qui est un oubli probablement inconscient mais révélateur ; des étudiants algériens refusent de partager leur chambre en cité universitaire avec des Noirs, et même de passer des mémoires de fin d'études avec enseignant originaire d'Afrique noire, préférant un Français moins diplômé ; en 1979, le taux de scolarisation dans les cinq départements de l'Oranais s'élevait à 85 %, mais à 50 % seulement pour les Noirs, et les étudiants noirs algériens n'étaient que 5 sur 8000 à l'université d'Oran ; en général, les parents refusent de voir leurs enfants se marier avec plus foncés qu'eux, la pâleur du teint étant recherchée de façon quasi obsessionnelle* ». Certes, il ne s'agit pas dans ce texte de la Libye mais de l'Algérie mais le racisme dans les pays arabes est bien réel, ce qui se passe actuellement en Libye n'est que la version extrême et décomplexée de ce racisme. Le noir est d'ailleurs souvent associé à l'esclave dans beaucoup de pays arabes et le terme pour désigner l'homme noir est souvent « esclave ». Dans la conscience collective de beaucoup de pays arabes, l'homme noir est un sous homme. M. Savadogo n'hésite d'ailleurs pas à parler de racisme culturel dans certains pays arabes.

En Libye, le racisme exacerbé à l'égard des noirs n'est donc pas une nouveauté. Considérés depuis toujours comme des sous hommes corvéables à merci, les immigrés africains installés en Libye souvent de façon provisoire souffrent en silence depuis de nombreuses années. La chute de Kadhafi n'a fait que révéler au grand jour la haine féroce à l'égard des immigrants africains, haine contenue tant que le dictateur libyen était aux amarres car ce dernier utilisait les immigrés comme un argument vis-à-vis des Européens, faisant de la Libye le dernier rempart contre l'immigration africaine. De plus, parce que Kadhafi utilisait les pétrodollars libyens pour financer gouvernements et politiques de l'Afrique subsaharienne et surtout pour l'avancée de l'union africaine dont il rêvait d'être le Roi, les Libyens ont ressenti comme une grande injustice le fait que les richesses de leur pays aillent financer les ambitions du dictateur en Afrique noire. A cela s'ajoute le fait que Kadhafi a effectivement recruté des mercenaires parmi lesquels des africains noirs mais pas seulement. Il y avait aussi de Libyens noirs originaires du sud ainsi que des arabes d'autres pays. A la chute de Kadhafi, les noirs vont devenir les principaux boucs émissaires et les exécutions ciblées de noirs par les forces du Conseil National de Transition vont devenir la règle. Une véritable épuration ethnique accompagne l'avancée des rebelles dont certains n'hésitent pas à crier tout haut : « plus de noirs en Libye ! ». Traqués, les noirs subsahariens se réfugient dans des camps de fortune en attendant une improbable évacuation. Bien évidemment, peu d'hommes politiques africains ont dénoncé ce racisme à l'égard des noirs en Libye. Et très peu de pays feront l'effort d'aller chercher leurs ressortissants.

Aucune révolution ne peut se construire sur la base du racisme. Il appartient aux nouvelles autorités de la Libye, ainsi que les pays d'Europe qui ont soutenu la rébellion de le rappeler en permanence pour ne pas être complices de ce climat de terreur et de haine qui prévaut pour les immigrés noirs de Libye.



Meurtres sans procès des noirs de Libye.

Il est peut être temps aussi de poser les vraies questions sur le racisme ambiant à l'égard des noirs subsahariens dans les pays du Maghreb.

Moulzo

Libye: les complicités passées de la France

C'est le type d'informations qui, décidément, tombe vraiment mal. A la fin de l'été 2011, Nicolas Sarkozy se croyait autorisé à triompher : au moins en Libye, sa politique semblait pouvoir trouver (temporairement) un accueil populaire positif. La France, à côté de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis – quoique l'administration US ait eu des positions plus hésitantes – avait aidé militairement les rebelles libyens.

A partir du 20 août - avec le début de la « bataille de Tripoli » - le combat entre les rebelles armés et le Conseil national de transition (CNT) d'un côté et le régime de Kadhafi, de l'autre, entra dans sa phase décisive. Même si la guerre civile en Libye n'est pas totalement terminée au moment où nous mettons sous presse, les derniers jours d'août et les premiers jours de septembre 2011 virent un renversement du rapport de forces entre les deux camps. Le 15 septembre, le président français Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron purent se payer un bain de foule à Benghazi.

Or, justement en cette période-là, des nouveaux détails sur la complicité tout récente du pouvoir français en général – et du clan Sarkozy en particulier – avec la dictature libyenne ont été révélés.

Déjà en février et mars 2011, le sujet avait été abordé. Quand l'opinion publique en Afrique du Nord (et au-delà) évoquait très largement la complicité de la France officielle avec les dictatures en Tunisie et en Egypte qui venaient de tomber, on craignait à Paris que le même débat ne soit déclenché aussi pour la Libye. La ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, avait été remerciée fin février 11 pour amitié avérée trop étroite avec des mafieux proches de l'ancien pouvoir tunisien (Aziz Miled p.ex.). Or, son compagnon, le toujours ministre des relations avec le parlement Patrick Ollier, était un lobbyiste en chef du régime libyen à Paris. N'oublions pas d'ailleurs, d'ailleurs, qu'Aziz Miled – l'ami tunisien de Madame – était soupçonné d'avoir transporté des mercenaires de Kadhafi avec la compagnie aérienne lui appartenant. Bref, la crainte de voir la France associée à toutes les dictatures d'Afrique du Nord, au moment où ma région était en plein bouleversement, était forte. Elle constituait un puissant motif pour Nicolas Sarkozy de décider l'intervention militaire en Libye. Il fallait court-circuiter l'élan populaire, remettre les grandes puissances au premier plan – et détacher l'image de la France officielle de celle des dictatures (anciennement) en place.



Sarkozy et Cameron en Libye le 15 septembre 2011

Le calcul était presque parfait. Sauf que, au moment des combats dans Tripoli, les représentants des appareils (militaire et/ou de

renseignement) français sur place n'eurent pas le temps de nettoyer les ruines entre les belligérants. C'est ainsi que, dans celles de l'ancienne centrale des services secrets libyens, des journalistes étrangers pouvaient faire des découvertes étonnantes.

Le « Wall Street Journal » du 29 août 2011, en premier – suivi par « Le Figaro » du 1^{er} septembre, puis « Le Canard enchaîné » du 07 septembre – l'ont ainsi révélé : les services français ont aidé ceux de la dictature libyenne à surveiller l'ensemble du pays. Des représentants de la DGSE française étaient sur place, dans le Centre de commandement des services libyens, à Tripoli, d'août 2008 jusqu'à février 2011 inclus. Ils aidaient leurs collègues libyens à surveiller Internet et communications téléphoniques.

Ce n'est pas tout : une entreprise française, Amesys, filiale du groupe Bull, a livré entre 2007 et 2009 la technologie permettant de surveiller les communications électroniques (e-Mail et consultations d'Internet) de toute la population libyenne. Le site OWNI l'avait révélé dès le mois de juin 2011, puis ça a été confirmé de toutes parts. Il s'agissait de filtrer les communications de chacun/e et de signaler, p.ex., si certains mots-clés étaient utilisés. « J'ai aidé à surveiller huit millions de personnes en Libye » a ainsi déclaré un cadre du groupe française dans la presse parisienne (pages « Technologie » du journal « Le Monde »). La CFDT chez Bull a confirmé les informations, revendiquant une « clause de conscience » qui permettrait à des salariés de se retirer de l'exécution de certaines commandes.

Rappelons, par ailleurs, que le journal en ligne « Médiapart » a commencé, à partir du 10 juillet 2011, une série de révélations précisant le rôle joué par le clan Sarkozy à partir de 2005 dans la coopération avec la dictature libyenne. Comme pour le Pakistan (où l'« Affaire Karachi », déclenché par l'attentat du 08 mai 2002, a déclenché une série de révélations) et l'Arabie Saoudite, il s'agissait là encore de financer illégalement des politiques français par le biais de commissions et « rétrocommissions » - revenant en France – prélevées sur des gros contrats d'armement. Dans les années 1990, cette méthode de financement illicite avait utilisée par le clan autour d'Edouard Balladur, plus tard visiblement par les sarkozystes.

Les enquêtes de « Médiapart » ont démontré le rôle central de l'« intermédiaire » Ziad Takieddine. Aujourd'hui, ce trafiquant d'armes, sorti de l'ombre qu'il affectionnait tant, est sur la sellette. Ses grosses voitures, ses villas et son yacht ont été mis sous scellés. Le 05 mars 2011, il avait d'ailleurs été arrêté au Bourget, quand il revenait de Tripoli avec 1,5 millions d'euros en liquide sur lui.

Les complicités d'hier avec le régime de Kadhafi sont aujourd'hui dépassées par l'évolution politique en Libye. Les responsables français et les structures qui les ont rendu possibles sont toujours en place. C'est là que s'imposerait un fort « nettoyage ».

Bertold du Ryon

L'affaire Maurice Audin

A l'approche de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance d'Algérie et de la commémoration du massacre du 17 octobre 1961, nous avons voulu donner la parole à Gérard Tronel, trésorier de l'Association Maurice Audin, qui milite pour la dénonciation de cet autre crime d'Etat qu'est l'enlèvement, la disparition, la torture et le meurtre de Maurice Audin, 25 ans, mathématicien et combattant pour l'indépendance de l'Algérie. Sans pathos mais avec détermination et acharnement, l'Association Maurice Audin lutte pour obtenir Vérité et Justice.

C'est le 11 juin 1957 que les paras arrêtent et enlèvent sans aucun mandat, Maurice Audin, membre du Parti Communiste Algérien et combattant anticolonialiste. Il lui est reproché d'avoir hébergé Caballero, secrétaire du PCA, soigné par un autre militant communiste, le docteur Hadjaj. Le PCA étant alors interdit, Audin pouvait tomber sous le coup d'une accusation pour «reconstitution de ligue dissoute».



Maurice Audin

Aucune condamnation, même par contumace, n'a été prononcée à l'encontre de Audin. Josette sa femme, ne le reverra jamais, son corps n'a jamais été retrouvé. Cette terrible histoire constitue, sur la base du récit qu'en fait sa veuve, la matière du livre de l'historien Pierre Vidal-Naquet*: L'Affaire Audin.

Depuis 1957, Josette Audin, bien que persuadée de sa mort sous la torture, tente sans répit de retrouver la trace de son mari. Henri Alleg et le docteur Hadjaj, eux mêmes torturés, sont les derniers à l'avoir vu vivant, indéniablement soumis à la torture lui aussi.

Aucune poursuite ne sera engagée, ni les tortionnaires ni les responsables politiques ne seront inquiétés; pire, ils seront blanchis. Malgré les aveux du sinistre Aussaresses.

Josette Audin doit quitter l'Algérie à l'arrivée de Boumédiène**. Jusque là elle n'avait eu que peu d'informations sur l'activité du Comité Audin dont l'action se limitait à la France.

Elle écrit des lettres aux autorités françaises, qui restent sans réponse; au mieux un simple accusé de réception! Elle dépose des plaintes qui aboutissent à des non lieu. Audin a été assassiné, mais ce crime d'Etat n'a toujours pas été reconnu par la France, et Maurice Audin n'est toujours pas réhabilité. Ce crime d'Etat est bâti sur une série de mensonges pour justifier une «évasion».

Toutes les démarches effectuées auprès des gouvernements

français successifs, de droite comme de gauche, sont restées lettre morte. Ce n'est que récemment que la sénatrice Nicole Borvo Cohen Seat a posé une question orale au Ministre de la Défense. Aucun parlementaire n'ose poser la question à l'Assemblée Nationale ou au Sénat; certainement par crainte de voir d'autres affaires du même ordre émerger si on permet à celle-ci de sortir de l'ombre, d'avoir à rendre des comptes: «Qu'avez-vous fait des nôtres?»

Il faut imaginer, si tant est que ce soit possible, ce qu'a été, et ce qu'est encore la vie de Josette Audin

à qui tout travail de deuil a été rendu impossible; ce qu'est celle de ses enfants et petits enfants, aux prises avec une manipulation de l'Histoire qui fait passer leur père et grand père pour un traître, lui qui était un combattant pour la liberté et le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Hommage et recueillement leur sont interdits. Josette Audin vit une situation comparable à l'attente du retour des survivants, une très longue attente dans la dignité. Un combat de plus en plus épuisant, solitaire, car les membres vieillissants du Comité Audin disparaissent.

En 1957, le comité Audin a été impulsé par une poignée d'intellectuels, notamment de mathématiciens, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Jacques Panijel, Luc Montagnier (qui a découvert le VIH), Madeleine Rebérioux. Au plus fort de la Guerre d'Algérie, le Comité a compté 2 à 3 milliers de membres d'horizons divers sans véritable débat sur le fond.

L'historien Benjamin Stora, qui s'est aussi intéressé à cette affaire, ne peut cependant se départir d'une certaine ambiguïté, lui pour qui, comme pour Camus, les Algériens étaient les Européens d'Algérie.

Il est très difficile de mobiliser autour de ce crime colonial: destruction des archives, mutisme des autorités françaises, disparition des écrits de Maurice Audin, aucune trace de ses tracts.



Maurice Audin

Le vocabulaire est manipulé, les Algériens sont déshumanisés, on parle encore des événements et non pas d'une guerre. Ce n'est que récemment que le gouvernement de Lionel Jospin a requalifié les événements en Guerre d'Algérie, les crimes de guerre étant imprescriptibles. Il semble que la violence du discours conditionne la violence des actes. Espérons qu'il existe

Histoires-mémoires

des possibilités d'envisager des actions pour connaître enfin la vérité sur la mort de Maurice Audin et le sort de tous les disparus de la Guerre d'Algérie.

L'une des organisations a s'être réellement engagée en tant que telle est la CGT.

Le slogan du PCF et du peuple français était «Paix en Algérie», ce qui n'impliquait pas clairement la revendication d'indépendance ni la reconnaissance du FLN comme interlocuteur.

Maurice Audin est reconnu comme héros de la Résistance algérienne. Une place porte son nom à Alger-Centre, mais elle n'a officiellement été inaugurée qu'en 1970 et les tentatives de la débaptiser reviennent périodiquement.

On en est réduit aux suppositions devant ce silence implacable des autorités françaises. Peut-être est il mort, admis sous un faux nom, à l'hôpital de Blida, où avait exercé Frantz Fanon jusqu'à son expulsion. Il y a environ 3 ans, lors d'une exposition organisée par la FNACA, un homme s'est approché de ma femme et lui dit: «Audin, celui là on ne l'aimait pas et il l'a payé!»

Des témoins disposent sûrement d'informations mais se taisent.



Place Maurice Audin dans le 5ème arrondissement de Paris

Malgré le découragement et la lassitude l'Association ne perd pas espoir, se référant à la reconnaissance récente de l'existence de fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914 .

On nous reproche de militer pour une seule personne. Mais c'est un cas tellement emblématique; à travers lui, c'est l'utilisation de la torture, c'est le crime d'Etat que l'on dénonce. Agir pour cette reconnaissance, c'est aussi agir pour connaître la vérité sur d'autres crimes d'Etat comme ceux de Henri Curiel, Ali Boumendjel, Mehdi Ben Barka et d'autres, notamment des Algériens.

C'est tenter de réhabiliter ces femmes qui ont été elles aussi des héroïnes de la Résistance et qu'on laisse dans la misère, c'est mettre en lumière des militants comme Daniel Timsit, Henri Maillot ou Fernand Yveton, résistants français à la guerre d'Algérie.

C'est ouvrir une brèche dans ce mur de silence, jusqu'à le faire tomber.

On peut voir dans le cas Audin certaines similitudes avec l'Affaire Dreyfus, à la différence que le Capitaine Alfred Dreyfus , injustement condamné, a été réhabilité.

Alors que le chef d'accusation contre Audin, s'il est peut être juridiquement fondé, ne justifie en rien le sort qu'il a subi: la détention, la torture et la mort relèvent de l'ignominie. Il était un

homme à abattre, celui qui soutenait les étudiants algériens et défendait des positions anticolonialistes.

Malheureusement, pas de J'accuse pour Maurice Audin. Ni Albert Camus, ni Jean-Paul Sartre n'ont voulu être le Zola de cette affaire.

Pour rappeler le sacrifice de Maurice Audin, un prix Audin de mathématiques est remis depuis 2003 à deux lauréats, l'un exerçant en Algérie, l'autre en France. En mai 2012 ce prix sera décerné à la BNF. Nous espérons qu'à l'occasion du cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie, un pas important pourra être fait vers la vérité sur la mort de Maurice Audin et de milliers d'Algériens tombés pour une Algérie indépendante et fraternelle.

Nous avons besoin de la vérité avant que le temps ne permette à des négationnistes de falsifier cette histoire.

Propos recueillis par Gisèle Felhendler et Bertold du Ryon

Notes de la rédaction:

* Pierre Vidal-Naquet, fondateur du Comité Audin, essentiel entre 1957 et 1963, dont les buts ont été repris par l'Association Maurice Audin en 2003.

** Houari Boumedienne, ministre de la Défense du premier Président Ahmed Ben Bella de 1962 à 1965, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire le 19 Juin 1965. Il a cherché à éliminer tous les Communistes restés en Algérie après la signature des accords d'Evian.



<http://www.npa2009.org/>

L'assassinat de Thomas SANKARA

Le 28 mars 2006, Le Comité des droits de l'homme des Nations unies, chargé de veiller à la bonne application du Pacte sur les droits civils et politiques de 1966, a donné raison à Mme Mariam Sankara et au Collectif juridique international « Justice pour Sankara ». Les plaignants contestaient les entraves mises par les autorités du Burkina Faso à toute enquête ou procès tendant à éclaircir les circonstances de la mort du président Thomas Sankara en octobre 1987 d'après les autorités de mort naturelle.

De nombreux témoignages, souvent en provenance d'anciens compagnons de Charles Taylor, mettent en cause Blaise Compaoré dans l'assassinat de Thomas Sankara, avec la complicité d'Houphouët Boigny, mais aussi de la France, de la CIA



Blaise Compaoré et Thomas Sankara

et d'autres personnalités africaines. Le dossier est certes brûlant, d'autant plus que Blaise Compaoré, le principal accusé a pris un rôle nouveau en Afrique et est devenu un véritable poids lourd dans cette partie ouest africaine, capable de déstabiliser certains pays limitrophes du Burkina Faso comme la Côte d'Ivoire et le Libéria par exemple. C'est peut être pour cette raison que le 21 avril 2008, le comité des droits de l'homme de l'ONU, en contradiction totale avec la décision précédente a clos le dossier sans qu'une enquête n'ait été diligentée. Cette décision ne fait pas honneur à cette institution qui ne porte certainement pas dans son cœur cet homme impétueux qu'était Thomas Sankara qui refusait l'aide aux développements et ne ratait pas une occasion de vilipender le FMI (Fond Monétaire Internationale) et la Banque mondiale.

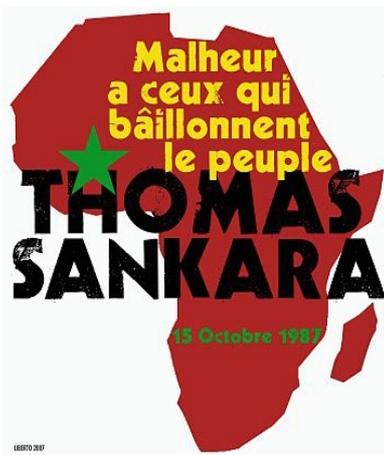
Burkina Faso. Le bouillonnant capitaine se lance dans une diatribe enflammée pour dénoncer pêle-mêle le néocolonialisme, les rapports Nord-Sud, l'aide - « un calvaire et un supplice pour les peuples » - ou encore l'attitude de la France, si prompte à défendre les droits de l'homme mais qui n'hésite pas à accueillir des responsables sud-africains qui la « tachent de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang ». L'audace certes peu protocolaire fait mouche. Froissé d'être ainsi placé face à ses propres contradictions, le chef de l'État français réplique dans un échange assez houleux où la causticité du vieux lion Mitterrand répond à l'impertinence et à l'ironie du jeune loup Sankara. De plus, certains présidents africains comme Kadhafi et Houphouët Boigny craignaient que ce jeune révolutionnaire prenne des galons et leur fasse de l'ombre, l'un certainement par peur d'être dépossédé de son statut de révolutionnaire africain qu'il ne cesse de cultiver, l'autre par crainte pour son pays la Côte d'Ivoire. Sankara, qui refusait par ailleurs que son pays serve de base arrière pour les rebelles du Libéria était un frein au projet de déstabilisation de la sous-région. Cela fait beaucoup d'ennemis en même temps.

Le 15 octobre 1987, 3 ans après la révolution du 4 août 1983 qui l'avait porté au pouvoir, Thomas Sankara est assassiné par un commando envoyé par son meilleur ami Blaise Compaoré mais certains témoignages affirment qu'il a été tué des propres mains de ce dernier. Il semble par ailleurs que le projet d'assassinat se soit préparé bien avant en Côte d'Ivoire avec le soutien de Kadhafi, de François Mitterrand et d'Houphouët Boigny. Certains affirment que des Libériens envoyés par Taylor faisaient partie du commando. Thomas Isidore Noël Sankara aura permis de poser les bases d'une révolution intègre et africaine, il définissait son programme comme anti impérialiste et permit la réduction du train de vie du gouvernement, la suppression de la chefferie traditionnelle, la lutte contre l'analphabétisme et la promotion de l'égalité homme-femme dans cette société très inégalitaire qu'était l'ex Haute Volta. Aujourd'hui, si le Burkina Faso est considéré comme le bon élève du FMI, les mesures prises par Thomas Sankara y sont pour beaucoup et c'est celui qui l'a assassiné qui en a récolté les lauriers.



En ces temps de révolutions portées partout en Afrique par sa jeunesse qui « refuse désormais de mourir de faim, de soif et d'ignorance », le message de Thomas reste vivace. Il disait : « Notre solidarité

militante ira à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'Indépendance de leur pays et la libération de leur peuple ». Dans chaque forum international, à chaque tribune internationale qui lui était offerte, Thomas Sankara s'est fait le chantre des opprimés et pas seulement de l'Afrique. Il nous faut à présent continuer la lutte pour une justice pour Thomas Sankara, une justice qui sera aussi celle de tous les révolutionnaires du monde et surtout de la jeunesse africaine.



Le véritable crime du Che africain fut certainement d'avoir décidé de ne compter que sur les propres forces de son petit pays, et de couper l'herbe sous les pieds de l'impérialisme. A cela s'ajoute le véritable crime de lèse majesté le 17 novembre 1986 lors de la réception officielle de François Mitterrand au Palais Présidentielle du

Slim Mawana, la musique comme arme de conviction massive

Les récents propos du raciste multirécidiviste Guéant, liant honteusement violence à Marseille et immigration comorienne, ainsi que les émeutes contre la vie chère, réprimées par gendarmes et blindés appelés de la Réunion, ont remis Mayotte sous les feux de l'actualité.

Slim Mawana fait partie de ces hommes dont la vie est dictée par l'éthique et la loyauté à des principes intangibles.



Mawana Slim

Artiste rare, auteur, compositeur musicien et chanteur emblématique de la lutte pour le retour de Mayotte au sein des Comores, il fut un temps animateur radio des matinales de **RFO Mayotte**, utilisant cette tribune pour promouvoir la culture afro comorienne.

Pan africain convaincu, il devient ironiquement en 1991 le lauréat atypique d'un concours de chant intitulé «Mayotte, 50 ans d'histoire avec la France», avec un titre hommage à Mawana Mahdi, sultan respecté de l'île au 19^e siècle, mort après avoir été trahi. Ce prix lui offre l'occasion de jouer en 1^{ère} partie du groupe antillais Malvoi.

La censure subie par cette chanson suite aux manoeuvres du mouvement pro départementalisation le pousse instantanément à quitter son poste d'animateur vedette et à continuer autrement le combat.

Sa musique, nourrie d'influences diverses (Marley, Fela Kuti, Hendrix, Miles Davis entre autres) est un afro-beat métissé de jazz, reggae, avec des incursions du côté de la transe des Gnawas. Ses textes sont autant de pamphlets dénonçant la guerre, le racisme, le sort des migrants, l'impérialisme et les survivances coloniales avérées: Woza Moya en 2001, War for Oil au titre explicite, écrit en **2004** après l'invasion de l'Irak.

Dans son 3^e opus L'Union Fait la Force (2011), dédié au père de la révolution comorienne Muongosi Raïs Ali Soilihi il se fait chantre de l'unité comorienne.

Dénonçant inlassablement la violence coloniale d'une partition illégale autant qu'illégitime, il vit en France où il crée Malinke, une association destinée à valoriser la culture afro comorienne, ainsi que le 1^{er} festival africain commémorant l'abolition de l'esclavage.

Son parcours est semé de rencontres, en Europe, en Afrique, et partout il fédère autour de l'espoir d'une réunification des 4 îles, du retour de Mayotte à la République des Comores.

Généreux, infatigable et courageux, il se rend partout où il peut

porter cette parole de lutte.

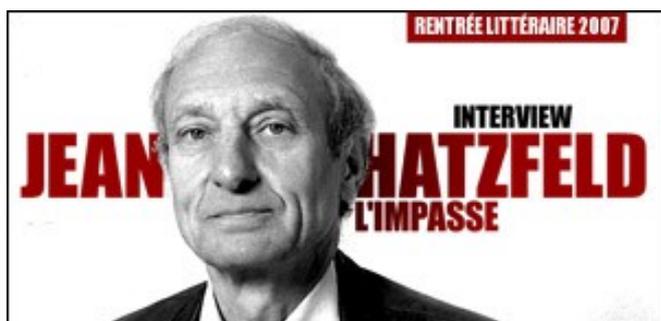


Militant authentique et intransigeant, mêlant une démarche artistique originale à une réelle vision politique, Mawana est une bête de scène enthousiaste et enthousiasmante, entouré d'excellents musiciens, tous au service d'une cause non négociable, l'anticolonialisme.

www.myspace.com/mawanaslim

Gisèle Felhendler

La trilogie de Jean Hatzfeld

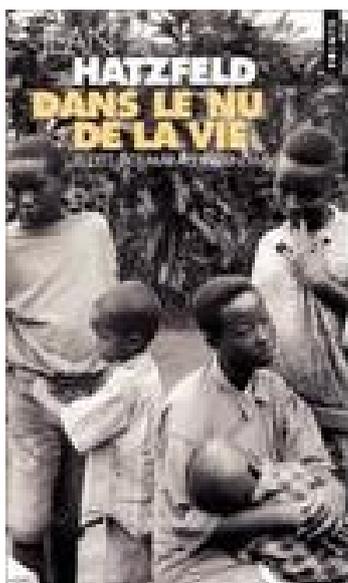


D'avril à juin 1994 le génocide perpétré principalement à la machette par les Hutus a assassiné près d'1 million de Tutsis au Rwanda. Jean Hatzfeld, à travers 3 ouvrages essentiels livre un témoignage brûlant sur cette tragédie vécue dans le silence de l'Occident et la complicité de la France.

Donnant successivement la parole aux survivants (Dans le Nu de la Vie), aux bourreaux (Une Saison de Machettes) et revenant sur les lieux du massacre à l'occasion de la libération et du retour des criminels dans leur village (La Stratégie des Antilopes), Hatzfeld donne là une oeuvre implacable.

Dans le Nu de la Vie (2000)

Rwanda, Nyamata, au sud de Kigali. Des hommes et des femmes parlent. Un journaliste est venu entendre l'indicible, Les interprètes sont là, indispensable media pour porter les paroles de celles et ceux qui sortent lentement du mutisme. Aller retour entre France et Rwanda, pour réfléchir puis revenir avec de nouvelles questions. Souvenir du silence des survivants des camps d'extermination après la Seconde Guerre mondiale. Hatzfeld insiste, doucement.



Il montre le décor de la tragédie, ces collines dont sont descendus la plupart des Tutsis dès les premiers jours des mises à mort programmées pour se réfugier dans le marais, se cacher au plus profond de la boue pendant plus d'1 mois. Avec les tueurs qui venaient en chantant massacrer méthodiquement leurs anciens voisins comme on va au travail.

Il rencontre ceux qui acceptent de lui parler en sachant "qu'un écart de compréhension sépara désormais ceux qui se sont allongés dans des marais et ceux qui ne l'ont jamais fait.". Ils racontent comment ils sont devenus des animaux nuisibles

pourchassés à coup de machette, comment réduits à l'instinct de survie ils ont dû tenter de faire face à l'incompréhensible tant l'horreur était sans limite. Avec ces traces inscrites dans la chair: "On ne risquait plus la mort mais on était encore abattu par la vie." Récits introduits par de courts textes, insoutenables, dominés par une pudeur, une simplicité et une dignité qui nous laissent K.O. Les entretiens réécrits conservent un phrasé, des images et des manières de relater authentiques. Force et courage des rescapés dévoilant des souvenirs de scènes inhumaines: "On

mourrait coupé à la machette comme des chèvres au marché... Ils avaient pris l'habitude de nous voir comme des animaux. En vérité, ce sont eux qui étaient devenus des animaux, pire que des animaux de la brousse parce qu'ils ne savaient plus pourquoi ils tuaient.". Le titre du livre est emprunté au récit d'une femme qui avait réussi à fuir à temps et qui travailla à son retour comme assistante sociale, à chercher les enfants perdus, pour une organisation humanitaire: "J'ai commencé à voyager sur les collines. Alors j'ai regardé dans le nu de la vie". Récits aux frontières du témoignage et de l'écriture, regards qui ont croisé l'horreur, vies anéanties.

Une Saison de Machettes (2003)



Dans ce livre hallucinant Hatzfeld nous livre les témoignages d'une bande de copains de Nyamata, des hommes ordinaires, cultivateurs, religieux ou instituteurs qui ont pris part active au génocide, détenus lors des entretiens dans le même pénitencier. Des hommes pas forcément racistes mais qui ont tenu à faire correctement le travail qu'on leur avait confié, si possible jusqu'au bout. Des hommes qui ont «coupé» voisins, amis, femmes, enfants. Sans chercher à épargner quiconque. Parce qu'il est facile d'obéir à une consigne simple, parce qu'au retour des expéditions de «coupage» il y avait les pillages, parce que la solution proposée à leur conflits de voisinage leur paraissait finale, parce qu'on ne voyait plus l'homme derrière le Tutsi, juste le «cafard», parce que sans que le mot «génocide» ait jamais été prononcé, quelque chose empestait depuis plusieurs mois, voire années, que la mort du président Habyarimana a suffit à réveiller en quelques heures. Parce que pour certains il y eut jouissance à tuer, pour d'autres accoutumance, un processus qui fit du coupage une routine, une technique à acquérir. Le zèle des tueurs n'a jamais faibli. Et des années plus tard, leurs regrets semblent bien relatifs, comme si seule l'Histoire leur avait donné tort, comme si à l'époque, il n'existait aucun moyen de savoir si les atrocités commises relevaient du bien ou du mal.

Alors que les rescapés, hantés par le cauchemar des tueries, ont vu leurs vies détruites, les génocidaires sont confiants dans l'avenir. Ils espèrent regagner leur village, demander et obtenir le pardon des survivants, et que la vie reprenne exactement comme avant. Leur naïveté est glaçante.

La Stratégie des Antilopes (2007)

Début 2003: le gouvernement rwandais décide la libération de 40000 détenus hutus, condamnés pour leur participation au génocide de 1994. Les témoignages évoquent l'impossible pardon et la coexistence forcée des bourreaux et des victimes alors que les plaies de cette entreprise presque aboutie d'extermination saignent encore.

Hatzfeld retrouve à Nyamata les protagonistes des deux précédents livres. Après un génocide qui a fait près d'un million de victimes en quelques semaines, les criminels ont été libérés avant d'avoir fini de purger leur peine, leurs bras s'avérant indispensables à la reconstruction du pays. Contraints à coexister sur un même territoire, survivants et bourreaux se referment. Incommunicabilité sur cette expérience d'extermination, mutisme, silence. Les récits confrontés ne se répondent pas et creusent

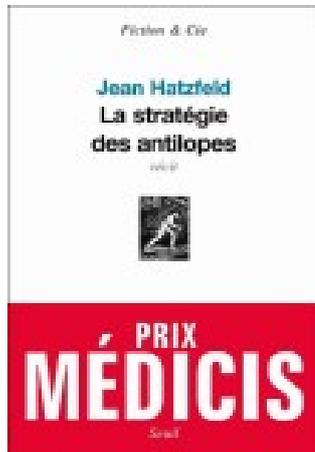
Culture

encore la béance entre victimes et tueurs. Stupéfaits, terrorisés, les rescapés se rendent compte que les responsables du génocide ne regrettent pas leurs actes, même lorsqu'ils ont commis l'indicible. Puisqu'ils n'ont pas reçu de punition valable, les criminels ne peuvent pas réclamer de pardon valable. Les bourreaux ont conscience que les victimes qu'ils poursuivaient machette à la main ne peuvent leur accorder le pardon: *«J'ai été chargé, j'ai été condamné, j'ai été gracié. Je n'ai pas demandé pardon. Au fond, ça ne vaut pas la peine de demander pardon, s'il ne peut être accepté.»* Les rescapés n'ont aucune illusion sur la sincérité des aveux et des remords des criminels lorsqu'ils sont formulés.

Certains disent la difficulté à continuer à vivre après avoir été traqué. *«J'ai connu la souillure de l'animal, j'ai croisé la férocité de la hyène et pire encore, car les animaux ne sont jamais si méchants. J'ai été appelée d'un nom d'insecte, comme vous le savez. J'ai été forcée par un être sauvage. J'ai été emportée là-bas d'où l'on ne peut rien raconter. Mais le pire marche devant moi. Mon cœur va toujours croiser le soupçon...La bonne fortune m'a offert une deuxième existence que je ne vais plus repousser. Mais elle va être une moitié d'existence, à cause de la coupure.»*

«La personne qui s'est regardée en cadavre dans les papyrus, avec tous les détails boueux, aux côtés de tous les autres, en se comparant à tous les gisants, elle se sent toujours angoissée.»

Effrayante banalité des actes génocidaires. Des hommes cultivés, amicaux, devenus brusquement criminels. Un des tueurs le note avec sincérité: *«Ca m'est venu naturellement, sans rien penser...Il n'a pas esquissé de protection, il est tombé sans crier, sans gémir. Je n'ai rien senti...je n'ai même pas repéré, à l'occasion de ces meurtres cette petite chose qui allait me changer en tueur...On avait cessé de considérer le monde comme une volonté de Dieu. Ca nous était aisé de les supprimer. Raison pour laquelle ceux d'entre nous qui priaient en cachette le faisaient pour eux, jamais pour leurs victimes.»*



Terrible dilemme qui déchire les rescapés entre désir destructeur de vengeance et réalité quotidienne qui oblige à (sur)vivre ensemble: *«Rendre justice serait tuer les tueurs. Mais ça ressemblerait à un autre génocide...Les tuer ou les punir de façon convenable: impossible; leur pardonner: impensable. Etre juste est inhumain. La justice ne trouve pas place après un génocide, parce qu'il dépasse l'intelligence humaine...On peut seulement regretter qu'ils ne montrent jamais ni regrets ni bon cœur.»*

Jean Hatzfeld dénonce le décalage entre la communauté internationale qui veut imposer la réconciliation nationale à coups de dollars, et la réalité vécue par les protagonistes du génocide: *«Au fond, qui parle de pardon? Les Tutsis, les Hutus, les prisonniers libérés, leurs familles? Aucun d'eux, ce sont les organisations humanitaires. Elles importent le pardon au Rwanda, et elles l'enveloppent de beaucoup de dollars pour nous convaincre. Il y a un Plan Pardon comme il y a un Plan Sida, avec des réunions de vulgarisation, des affiches, des petits présidents locaux, des Blancs très polis en tout-terrain turbo.»*

Pour les rescapés le pire est actuel. La minorité massacrée ressent durement la clémence des sanctions. Hatzfeld dresse le portrait d'une génération condamnée à vivre dans le non-dit, l'évitement, le doute et le chagrin.

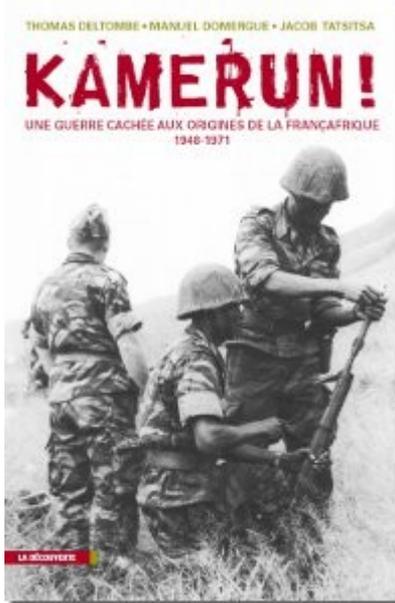
Manquent les mots des morts car *«seuls ceux qui sont morts en gibier pourraient oser s'en souvenir sans défaillance»* Comment continuer? Peut-être grâce à la «stratégie des antilopes», en détalant, littéralement ou métaphoriquement, chacun pour soi dans toutes les directions.

Choix littéraire de Jean Hatzfeld contre le reportage longtemps pratiqué, choix esthétique qui permet d'appréhender un réel qui se dérobe. La langue puissamment poétique des Rwandais embrase cette oeuvre funèbre et splendide, qui visite la mémoire des vivants et des morts.

Gisèle Felhendler



A lire

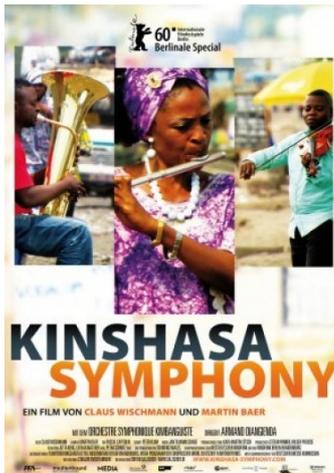


« **KAMERUN! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique** » de Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, confronte des dizaines de témoins retrouvés dans les deux camps et des milliers de pages d'archives (diplomatiques et militaires) pour arriver à une conclusion limpide : la France a fait la guerre au Cameroun pendant sept ans.

Une guerre totale, pour reprendre l'expression des théoriciens de la doctrine de la guerre révolutionnaire (**DGR**), radicale et sans merci. La fameuse guerre des cœurs et des esprits, avec l'arsenal d'un exceptionnel dispositif de renseignement fondé sur :

- le regroupement forcé de villages,
- le quadrillage de la population,
- l'action psychologique à grande échelle,
- la chasse aux maquis clandestins,
- l'exécution ciblée des dirigeants de la rébellion,
- la torture érigée en arme de terreur massive.

A voir



Documentaire sur l'Orchestre Symphonique de Kinshasa

Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo et troisième plus grande ville d'Afrique. Presque dix millions de personnes vit ici et comptent parmi les habitants les plus pauvres de cette planète. Kinshasa est le siège du seul et unique orchestre symphonique d'Afrique Centrale - L'Orchestre Symphonique Kimbanguiste. C'est un film sur le Congo, sur les habitants de Kinshasa et sur la musique.

un film documentaire de Claus Wischmann et Martin Baer
Allemagne, 2010, 1h35 minutes

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère

<http://www.cases-rebelles.or>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>